

Portant la parole à North Bay, le 25 juillet, il a dit :

Pourquoi l'ouvrage manque-t-il? Parce que nous avons laissé l'étranger nous fournir ce que nous pourrions nous procurer nous-mêmes et avons confié à d'autres le travail que nous pourrions exécuter nous-mêmes.

A Inverness, Nouvelle-Ecosse, il disait, le 8 juillet :

On épuise les ressources naturelles du Canada. Sur un billion de dollars que nous recevons chaque année en échange pour elles, nous dépensons 968 millions aux Etats-Unis.

A New-Glasgow, le 9 juillet, il disait :

Le Canada importe annuellement pour 56 millions de houille et de coke et quotidiennement pour 1 million de produits du fer et de l'acier.

Parlant à Toronto, le 22 juillet, il dit :

*Mail and Empire* de Toronto, 23 juillet :

Les industries canadiennes agonisent. Le tarif des libéraux a causé l'exode des jeunes Canadiens et de la richesse canadienne aux Etats-Unis. Le chômage résulte de la ruine de l'industrie et l'agriculture s'en est trouvée appauvrie.

Monsieur l'Orateur, vous constaterez que mon honorable ami s'est exprimé en termes généraux applicables à toutes les phases de l'industrie. Les industries du Canada se meurent, disait-il, à chaque endroit qu'il visitait. Cette affirmation ne comportait aucune réserve. Ensuite, il parlait des industries propres à chaque région et il essayait de formuler quelque chose qui réussirait à lui gagner les suffrages de la région où il se trouvait.

Parlant du commerce en général, il disait :

Le Canada devient de plus en plus asservi et de moins en moins indépendant au point de vue économique.

Il citait l'exemple des îles Hawaï, qui font maintenant partie des Etats-Unis et il disait : "Voilà le sort qui nous attend". En d'autres termes, l'honorable chef du parti qui faisait tant état de la devise "Le Canada d'abord", disait : Avec le temps nous serons comme les îles Hawaï, une annexe d'un autre pays.

Il ajoutait que pendant les huit années du gouvernement King, 1,250,000 personnes ont émigré aux Etats-Unis. Il disait comme exemple qu'un jeune homme de dix-huit ans vaut \$18,000 et que nous en perdons chaque mois 5,000 qui s'en vont aux Etats-Unis, tandis qu'il ne nous en revient que 878. C'est la déclaration qu'il faisait à Stratford le 17 juillet et elle ne contient pas un mot de vérité.

L'hon. M. BENNETT : L'honorable député s'écarte du règlement, monsieur l'Orateur. Personne dans cette Chambre ne peut dire qu'une déclaration de cette nature ne renferme pas un mot de vérité.

Le très hon. MACKENZIE KING : Il ne s'agit pas d'une déclaration faite dans cette Chambre.

Des VOIX : Retirez ces paroles.

Le très hon. MACKENZIE KING : Il s'agit d'une déclaration faite à Stratford le 17 juillet et non pas de paroles prononcées dans cette Chambre.

L'hon. M. BENNETT : Ce n'est pas ainsi que l'honorable député s'est exprimé.

Le très hon. MACKENZIE KING : Mon honorable ami n'aurait pas osé faire une telle affirmation dans cette Chambre.

L'hon. M. BENNETT : Je suis prêt à la répéter. Je demande l'application du règlement, monsieur l'Orateur. Le très honorable député a lu une déclaration qu'il m'attribue. Je n'en discuterai pas l'exactitude pour le moment. Mais il continue en disant : "elle ne contient pas un mot de vérité". Je prétends que c'est là enfreindre le règlement de la Chambre.

Le très hon. MACKENZIE KING : Monsieur l'Orateur, je tiens à établir bien clairement qu'il s'agit de paroles prononcées à Stratford. Je ne parle pas de déclarations que mon honorable ami a faites dans la Chambre. Je mets en doute l'exactitude de certains chiffres contenus dans cette déclaration et je dis qu'ils ne sont pas exacts.

Un MEMBRE : Ce n'est pas du tout ce que l'honorable député a dit.

Le très hon. MACKENZIE KING : Je pense que monsieur l'Orateur sera heureux de n'avoir pas à rendre une décision sur ce point.

M. l'ORATEUR : Le très honorable membre dit-il que ces chiffres ne sont pas exacts?

Le très hon. MACKENZIE KING : Certainement qu'il n'est pas exact que seulement 878 personnes reviennent des Etats-Unis au Canada, tandis que 5,000 Canadiens émigrent aux Etats-Unis chaque mois.

M. l'ORATEUR : Il y a une grande différence entre dire "qu'il n'y a pas un mot de vérité" dans une déclaration et "que certains chiffres ne sont pas exacts". Je suis porté à croire, malgré mon inexpérience à rendre des décisions de cette nature, que notre très honorable collègue n'est pas loin de dépasser les expressions permises au Parlement en disant "qu'il n'y a pas un mot de vérité" dans une déclaration. Les auteurs qui font autorité sont remplis de précédents sur ce point. Le très honorable membre est un parlementaire